



**NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE**

Faisons-les battre en retraite !

Tract édité par les comités NPA de l'Eure - Mai 2010

Pas plus tôt renfloués par l'argent des contribuables, les spéculateurs sont repartis à la manœuvre. Les mêmes marchés financiers qui ont été sauvés grâce aux plans de sauvetage sont à présent sur le pied de guerre contre l'augmentation de la dette publique que ces plans ont entraînée.

Grèce, Portugal, Espagne, Irlande... partout, les gouvernements, qu'ils soient de droite ou de gauche, veulent faire payer la crise, les déficits budgétaires aux salariés. Les plans de rigueur se succèdent en rafale avec la bénédiction de Strauss Kahn, directeur du FMI. 20 % de baisse des salaires dans la fonction publique en Irlande, un plan d'austérité sans précédent en Grèce, ... c'est une régression terrible qu'ils tentent d'imposer aux classes populaires.

Ici, c'est au nom des mêmes déficits que Sarkozy veut imposer une nouvelle casse de nos retraites.

Retour aux 37,5 annuités pour tous !

En France, avant 1993, chaque salarié ayant cotisé 37,5 annuités pouvait partir à la retraite à 60 ans avec une retraite complète. Aujourd'hui, après les réformes Balladur (1993) et Fillon (2003), il faut déjà cotiser 41 annuités.

Résultat : le niveau des pensions a baissé de 20 %, 4 millions de retraités perçoivent un minimum de 590 €, et ils sont plus de 5 millions à percevoir entre 800 et 1 100 €. 85 % des hommes, et seulement 40 % des femmes peuvent aujourd'hui faire valoir une pension complète ! Si on n'inverse pas la tendance, c'est la pauvreté qui attend les retraités de demain...

Tout ça au nom des prétendus « déséquilibre démographique » et « déficit » des caisses de retraites. Les actifs, de moins en moins nombreux, ne pourraient plus payer les retraites de leurs aînés. L'argument est faux, archifaux : la question des retraites, c'est un choix de répartition des richesses, pas une nécessité. La productivité du travail n'a cessé d'augmenter et un actif peut aujourd'hui contribuer bien plus largement qu'auparavant au financement des retraites. Il suffirait de prendre sur les profits des entreprises, qui explosent au détriment des revenus du travail - et donc des retraites, qui ne sont rien d'autre que du salaire socialisé.



Ne rien lâcher !

Aucune table ronde ne permettra d'imposer une autre logique. N'en déplaise aux directions syndicales nationales qui attendent sagement avant d'engager la bataille quand elles ne donnent pas un accord de principe à de nouveaux reculs, c'est au contraire par des manifestations répétées et surtout par des grèves, à l'image de celles de 1995 qui ont fait retirer la réforme Juppé, que l'on pourra imposer une autre logique, pour les salaires comme pour les retraites.

- retour à **37,5 annuités de cotisation**
- âge de départ à **60 ans** avec **75 %** des 6 meilleurs mois de salaire
- départ dès **55 ans** en cas de conditions de travail pénibles
- aucune pension en dessous de **1 500 euros nets**

Pour prendre contact avec le NPA de l'Eure

NOM, PRENOM : _____ TEL : _____

ADRESSE : _____ E-MAIL : _____

A retourner à : Gérard Prévost, NPA 27, 43, rue St-Jean - 27400 Louviers

☎ 06 88 16 08 65

✉ npa-27@hotmail.fr

Site : bulletindestrailleurs.over-blog.com

GROS MENSONGES ET VÉRITÉS SUR LES RETRAITES

C'est à une véritable campagne d'intox à laquelle on est confronté sur la question des retraites.



► « *L'espérance de vie augmente* », oui mais il est **faux** de faire croire qu'elle est la même pour tous. L'espérance de vie chez les hommes varie de 6 ans entre un ouvrier et un cadre. Ce qui est **vrai**, c'est qu'un ouvrier peut espérer vivre en bonne santé jusqu'à 59 ans, soit 10 ans de moins qu'un cadre.

► « *Le nombre d'actifs diminuant menace nos retraites* ».

Faux. En 1960, il y avait 4 actifs pour 1 retraité, en 2000, 2 actifs pour 1 retraité. Ce qui est **vrai**, c'est que la **productivité du travail est plus importante**, les 2 actifs d'aujourd'hui produisent plus que les 4 de 1960.

► « *Pour faire face aux difficultés, il faudrait retarder l'âge de départ à la retraite* ».

Faux. Au contraire, avec 5 millions de chômeurs, des millions de précaires, avant de faire travailler plus longtemps ceux qui ne veulent pas et ne peuvent plus, il est **juste et urgent** de faire travailler ceux qui le veulent et le peuvent. **Un million d'emplois à plein temps supplémentaires représentent 20 milliards d'euros de cotisations vieillesse de plus en moyenne**. Il faut exiger de travailler moins, mieux et de travailler tous, en réduisant le temps de travail à 32 heures avec obligation d'embauches.

► « *Si on ne cotise pas plus longtemps, il n'y aurait pas suffisamment d'entrées d'argent pour les caisses de retraite* ».

Faux. De l'argent, il y en a. **Ce qui est vrai**, c'est que si on avait gardé la répartition qui existait en 1980 entre capital et travail, il y aurait 171 milliards de plus qui seraient allés aux salaires. Et c'est chaque année que ce hold-up en faveur des capitalistes se maintient. Autant dire qu'il n'y a plus de problème de retraites et que seraient largement épongés les 8,2 milliards d'euros de déficit des caisses de retraite comme celui de la sécu, en prenant sur les profits **pour augmenter tous les salaires de 300 euros net minimum**.

LES RICHES AIMENT LES NICHES

Fillon fait mine de s'en prendre – en paroles – aux privilèges des riches : ces fameuses exonérations d'impôts appelées niches fiscales. Par exemple, la niche fiscale créée en 2004 par Jean François Copé, alors ministre du Budget : elle permet aux sociétés d'échapper à l'impôt sur les plus-values encaissées en cas de vente de filiales ou de titres de participation détenus depuis plus de 2 ans. Ce cadeau fiscal pour les riches a fait perdre 22 milliards d'euros à l'Etat en 3 ans. De quoi combler plus de 2 fois le déficit de la caisse de retraite pour 2010 !

APRÈS LA GRÈCE, A QUI LE TOUR ?

Les différents pays d'Europe ont fini par se mettre d'accord pour aider la Grèce, mais à des conditions draconiennes : hausse des taxes et passage de la TVA de 19 % à 21 %, poursuite des privatisations et suppressions d'effectifs dans les services publics, baisse importante des salaires des fonctionnaires, gel des pensions et report de deux ans de l'âge de la retraite. Voilà la potion amère décidée par le gouvernement socialiste de Papandréou, sous la pression entre autres du « socialiste » Strauss Kahn, qui trône à la tête du Fonds Monétaire International. Tout cela pour permettre à l'Etat de continuer à donner des milliards aux banques et autres financiers qui spéculent sur sa dette ! Sur le dos de la population grecque. Un avertissement à nous aussi: si vous n'acceptez pas les mesures d'austérité de Sarkozy, regardez ce qui va vous arriver. Ne nous laissons pas abuser: ils défendent les intérêts des capitalistes, défendons les nôtres !

PAS DE SANCTION CONTRE GILLES BLIN !

Jeudi 8 avril, Gilles Blin, facteur à Bernay, est passé en conseil de discipline devant la direction régionale de la Poste à Rouen. Un rassemblement en solidarité avec lui s'est tenu, mobilisant notamment une forte délégation de Bernay (Ligue des droits de l'homme, NPA, SUD PTT, ATTAC,...)

Les faits qui lui sont reprochés remontent à cet hiver, quand certaines tournées de distribution de courrier étaient fortement perturbées par la neige, ne pouvant se faire qu'à pied et prenant beaucoup plus de temps qu'à l'habitude. Gilles, syndicaliste SUD PTT, a demandé à son chef du renfort pour terminer les distributions avec le minimum de retard. Ce soutien lui a été vertement refusé, ce qui a suscité de sa part quelques mots d'agacement. L'occasion était trop belle pour la hiérarchie locale et la direction régionale de "se faire un syndicaliste". Initialement, il était question de trois mois de mise à pied mais devant la faiblesse des faits avancés, et devant le soutien en faveur de Gilles, la direction vient de lui infliger une semaine de mise à pied. C'est encore trop !

Cette procédure contre Gilles illustre bien la volonté de la hiérarchie de faire taire les militants syndicaux et instaurer un climat de peur dans cette entreprise, comme dans bien d'autres. A ces chefs qui passent à l'offensive sur des motifs futiles, crient à l'insubordination, intimident, il faut opposer la riposte collective pour les empêcher de nuire !

**Chaque semaine lisez
« TOUT est à nous ! », l'hebdo du NPA,
en vente auprès des militant-e-s au prix
de 1,20 €**